



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

N° 2015-P - 813

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure à la SARL CARRIERE DE LA GROSSE BORNE à DONZY
pour le respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral l'autorisant à exploiter une
carrière de roche calcaire sur le territoire de la commune de DONZY**

**Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** les parties législative et réglementaire des livres I et V du code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6 à 8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 94-P-2424 du 23 août 1994, autorisant la société CARRIERE DE LA GROSSE BORNE à exploiter une carrière de pierre calcaire sur le territoire de la commune de DONZY, au lieu-dit « les Noirats », et notamment les articles 2 et 7.3,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 9 juin 2015,

CONSIDÉRANT que la SARL CARRIERE DE LA GROSSE BORNE est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 23 août 1994, susvisé, à exploiter une carrière de pierre de calcaire sur le territoire de la commune de DONZY, au lieu-dit « Les Noirats »,

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 19 mai 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté qu'un des fronts de taille présentait une hauteur dépassant 10 mètres,

CONSIDÉRANT que lors de cette même visite, l'inspecteur de l'environnement a constaté que des blocs de roche et des stériles étaient stockés en hauteur de ce front de taille et présentaient un caractère dangereux au vu de leur instabilité,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2 et 7.3 de l'arrêté préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARL CARRIERE DE LA GROSSE BORNE de respecter les prescriptions des articles 2 et 7.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

ARRÊTE

ARTICLE 1-

La SARL CARRIÈRE DE LA GROSSE BORNE, exploitant une carrière de pierre marbrière calcaire, sur la commune de DONZY, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 et 7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-P-2424 du 23 août 1994, susvisé, dans un délai de **2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2-

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 précédent ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3- DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4- EXÉCUTION ET COPIES

Le Secrétaire général de la préfecture,
Le Sous-préfet de l'arrondissement de Cosne-Cours-sur-Loire,
Le Maire de Donzy,
La Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
Le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
Le Délégué territorial de l'agence régionale de santé,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à l'exploitant. Une copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL.

Fait à NEVERS, le **- 3 JUIL. 2015**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de l'intérim
du Secrétaire Général


François ROSA